

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_Cadre_2026-03-31_RAPVI-bruit_MFM_02749
Code AIOT : 0006207102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 03/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 10 mars 2026 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et porte sur la thématique des nuisances sonores.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avoid
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC).

Elle est notamment réglementée par les arrêtés préfectoraux n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 et n°2008-DEDD/IC-174 du 14 août 2008 modifiés (arrêtés "cadre").

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à une observation, formulée lors de la commission de suivi de site (CSS) du 5 juin 2024, concernant une problématique de nuisances sonores à l'encontre des installations de l'atelier polyéthylène exploitées par TEPF, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant, par courriel du 12 août 2024 :

- de réaliser une campagne exceptionnelle de mesure des niveaux d'émission sonore en prenant en compte les points où la gêne a été ressentie telle que prévu par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié ;
- le plan d'actions envisagé à court et moyen terme avec les mesures prises et/ou prévues accompagnées d'un échéancier.

Il est à noter qu'aucune plainte n'a été recensée par la DREAL et/ou les services de la préfecture concernant cette problématique. Cependant, des riverains ont formulées, en 2024/2025, des plaintes pour nuisances sonores directement auprès des industriels de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Méthode et fréquence de surveillance des niveaux d'émissions sonores | Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 4 mois |
| 2 | Limitation des nuisances sonores | Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 (partiel) | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 4 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment de la visite d'inspection du 10 mars 2026, la nécessité de :

- transmettre, sous un délai de 4 mois, la justification de la pertinence du programme de surveillance des émissions sonores au regard de l'évolution du périmètre des installations exploitées par TEPF ces dernières années (cf. point de contrôle n°1) ;
- tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, sous un délai de 4 mois, les justificatifs de la mise en place du nouveau système au niveau de la zone homogénéisation permettant de réduire les nuisances sonores issues de l'atelier PE et de l'efficacité de cette mesure (cf. point de contrôle n°2) ;
- tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, sous un délai de 4 mois, les justificatifs de l'efficacité du plan d'actions mis en place au niveau de l'atelier PS en ce qui concerne la réduction des émissions sonores (cf. point de contrôle n°2).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Méthode et fréquence de surveillance des niveaux d'émissions sonores

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Bruit |
| Prescription contrôlée : <u>article 5 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié</u> "La mesure des émissions sonores d'une installation classée est faite selon la méthode fixée à l'annexe du présent arrêté. L'exploitant doit faire réaliser périodiquement, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Ces mesures se font aux emplacements et avec une périodicité fixés par l'arrêté d'autorisation. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée." <u>article 31 (partiel) de l'arrêté ministériel n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié</u> "L'exploitant doit réaliser tous les cinq ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié [...]" <u>annexe (partielle) de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié</u> "La présente méthode de mesure des émissions sonores d'une installation classée est applicable pour la mesure des niveaux de bruit en limites de propriété de l'établissement et pour la mesure de l'émergence dans les zones où celle-ci est limitée. Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme AFNOR NF S 31-010 "Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement - Méthodes particulières de mesurage" (décembre 1996), complétées par les dispositions ci-après. Cette norme fixe deux méthodes de mesure se différenciant par les moyens à mettre en œuvre et |

par la précision des résultats. La méthode de mesure à utiliser est la méthode dite " d'expertise " définie au point 6 de la norme. Cependant, un simple contrôle du respect des prescriptions peut être effectué selon la méthode dite de " contrôle " définie au point 5 de la norme. Dans ce cas, une conclusion quant à la conformité des émissions sonores de l'établissement ne pourra être tirée que si le résultat de la mesure diffère de la valeur limite considérée (émergence ou niveau admissible) de plus de 2 dB(A).

[...]

2.2. Conditions de mesurage (point 6.2 de la norme)

Le contrôle des niveaux de bruit admissibles en limites de propriété de l'établissement, fixés par l'arrêté d'autorisation, est effectué aux emplacements désignés par cet arrêté. A défaut, les emplacements de mesures sont déterminés en fonction des positions respectives de l'installation et des zones à émergence réglementée, de manière à avoir une représentativité satisfaisante de l'effet potentiel des émissions sonores de l'installation sur les zones habitées.

Note : l'arrêté d'autorisation peut moduler les niveaux admissibles selon différentes parties du pourtour de l'installation, en fonction de l'implantation des zones à émergence réglementée par rapport à l'établissement ; les contrôles doivent en principe porter sur chacun d'eux.

Le contrôle de l'émergence est effectué aux emplacements jugés les plus représentatifs des zones à émergence réglementée. Dans le cas du traitement d'une plainte, on privilégiera les emplacements où la gêne est ressentie, en tenant compte de l'utilisation normale ou habituelle des lieux.

[...]

2.6. Acquisitions des données, choix et durée des intervalles d'observations (point 6.6 de la norme)

Les mesurages doivent être organisés de façon à donner une valeur représentative du niveau de bruit qui existe sur l'ensemble de la période de fonctionnement de l'activité.

On entend par période de fonctionnement la période où l'activité est exercée dans des conditions normales. En règle générale, cela correspond à la période de production. En dehors de cette période, des opérations de nature différente (maintenance, mise en veille de machines, etc.) mais générant peu ou pas de bruit peuvent avoir lieu. Elles ne doivent pas être incluses dans l'intervalle de référence, afin d'éviter une " dilution " du bruit correspondant au fonctionnement normal par allongement de la durée d'intégration. Toutefois, si ces opérations sont à l'origine de niveaux de bruit comparables à ceux de l'établissement en fonctionnement normal, elles sont intégrées dans l'intervalle de référence.

Si le fonctionnement se déroule sur tout ou partie de chacune des périodes diurne ou nocturne, le niveau équivalent est mesuré séparément pour chacune des parties de la période de fonctionnement (que l'on retiendra comme intervalle de référence) se situant dans les tranches horaires 7 heures - 22 heures ou 22 heures - 7 heures.

[...]

4. Rapport de mesurage (point 7 de la norme)

Le rapport de mesurage établi par la personne ou l'organisme qualifié qui effectue des mesures de contrôle en application de l'article 5 ou à la demande de l'inspection des installations classées doit contenir les éléments mentionnés au point 7.1 de la norme, à l'exception de la référence à cette dernière, qui est remplacée par la référence au présent arrêté. [...]

point 7.1 de la norme AFNOR NF S 31-010

"Le rapport de mesurage doit mentionner :

- la référence au présent document ainsi que la mention suivante : "Les mesurages ont été

effectués conformément à la norme NF S 31-010 sans déroger à aucune de ses dispositions" ;

- l'objet des mesurages ;
- la méthode utilisée (contrôle ou expertise) ;
- pour chacun des éléments de la chaîne : nature, marque, type, n° de série ;
- la durée du (des) bruit(s) particulier(s) ainsi que celle de l'intervalle d'observation et, le cas échéant, celle des intervalles de mesurage ;
- le moment de la journée où le(s) bruit(s) se manifeste(nt) et où les mesurages ont été effectués ;
- les emplacements de mesurage avec leur qualification (conventionnels ou spécifiques) ;
- le croquis des lieux (à main levée ou autres) :
 - avec indication de l'emplacement de la source ;
 - avec indication précise des emplacements de mesurage ;
- les conditions de fonctionnement de la (des) source(s) de bruit telles qu'elles ont pu être appréhendées et notamment en cas de mesurages à l'extérieur, les conditions météorologiques régnant pendant les mesurages (voir 5.3 ou 6.4) ;
- la date à laquelle les mesurages ont été effectués et le nom de l'opérateur ;
- la date d'établissement du document et le nom du responsable des mesurages ;
- les niveaux de pression acoustique continus équivalents pondérés A, $L_{Aeq,T}$, relevés en précisant les intervalles de temps associés ;
- la méthode d'auto-vérification utilisée, le cas échéant, le descriptif de la méthode utilisée si celle-ci est différente de celle de l'annexe A ;
- dans le cas de la méthode d'expertise, donner :
 - une évaluation justifiée de la précision des mesurages selon les indications du 6.6.1 ;
 - si possible une représentation graphique de séries de L_{Aeq} courts précisant les échelles sur les axes de coordonnées ainsi que la durée d'intégration (voir 6.5.1) ;
 - le cas échéant, les indicateurs particuliers utilisés.

Le rapport de mesurage doit indiquer en outre les circonstances particulières et les incidents éventuels susceptibles d'avoir agi sur les résultats."

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026, l'inspection des installations classées constate, sur la base des documents présentés par l'exploitant :

- le respect de la fréquence quinquennale de campagne de mesure des émissions sonores. Les campagnes de mesure sont réalisées par un bureau d'étude en acoustique :
 - rapport du 16 octobre 2018 suite à la campagne de mesures réalisée du 31 juillet au 1er août 2018 ;
 - rapport du 17 novembre 2023 suite à la campagne de mesures réalisée du 17 au 18 octobre 2023 ;
- que les mesurages sont réalisés selon la méthode dite d'expertise et répondent à la norme NF S 31-010 ;
- que le rapport de mesurage mentionne l'ensemble des éléments requis au point 7.1 de la norme NF S 31-010 ;
- que le programme de surveillance est réalisé sur la base de 11 mesures en limite de propriété et 2 mesures en zone à émergence réglementée (ZER) ;
- sur la base du rapport du 17 novembre 2023 susmentionné, l'absence de mesure sur l'un des 11 points (point PL2, localisé en limite ouest de la partie nord-est des installations et identifié dans le programme de surveillance). Le rapport mentionne que cette zone

n'appartient plus à l'exploitant et que par conséquent la mesure n'a pas pu être réalisée. L'exploitant déclare, lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026, que ce point n'est plus représentatif des émissions sonores des installations en activité sur son site à ce jour ;

- que l'exploitant a réalisé une campagne complémentaire de mesure de bruit pour l'atelier PE du 12 au 14 novembre 2024 suite à la demande par courriel de l'inspection des installations classées du 12 août 2024. Pour cette campagne de mesure, des points spécifiques ont été identifiés en ZER, à proximité des plaignants.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant que la suppression du point PL2 conduit à l'absence de point de mesure en limite ouest de la partie nord-est des installations et l'évolution du périmètre des installations exploitées par TEPF ces dernières années, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 4 mois, la justification de la pertinence du programme de surveillance des émissions sonores.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Limitation des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/01/1997, article 3 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Prescription contrôlée :

article 3 (partiel) arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié
"L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.
Ces émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

| Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement) | Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés | Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que dimanches et jours fériés |
|--|---|--|
| Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A) | 6 dB(A) | 4 dB(A) |
| Supérieur à 45 dB(A) | 5 dB(A) | 3 dB(A) |

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe, pour chacune des périodes de la journée (diurne et nocturne), les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles. Les valeurs fixées par l'arrêté d'autorisation ne peuvent excéder 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A)

pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.[...] "

article 6.1.2 de l'arrêté préfectoral n°2008-DEDD/IC-174 du 14 août 2008 modifié

"Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite :

| Période | Période de jour Allant de 7h à 22h (sauf dimanches et jours fériés) | Période de nuit Allant de 22h à 7h (ainsi que dimanches et jours fériés) |
|----------------|---|--|
| Limite de site | 70 dB(A) | 60 dB(A) |

"

Constats :

Sur la base des rapports des 16 octobre 2018 et 17 novembre 2023, l'inspection des installations classées constate :

Zone à émergence réglementée (ZER) :

- l'absence de dépassement des émergences admissibles sur l'ensemble des périodes considérées pour le point PZ7 ;
- pour le point PZ3, lors de la campagne de 2018 :
 - un dépassement de l'émergence admissible de 3 dB(A) sur la période 22h-7h (émergence mesurée de 6,5 dB(A)) ;
 - l'absence de dépassement de l'émergence admissible de 5 dB(A) sur la période 7h-22h ;
- pour le point PZ3, lors de la campagne de 2023 :
 - un dépassement de l'émergence admissible de 5 dB(A) sur la période 7h-22h (émergence mesurée de 6,5 dB(A)) ;
 - l'absence de dépassement de l'émergence admissible de 3 dB(A) sur la période 22h-7h ;
 - le bureau d'étude conclut, dans son rapport du 17 novembre 2023, que le dépassement constaté ne peut être imputé à TEPF considérant qu'un autre industriel de la plateforme chimique est situé à proximité de ce point de mesure.

Point en limite des installations :

- l'absence de dépassement du niveau de bruit autorisé de 70 dB(A) sur la période 7h-22h pour les points PL10, PL9, PL8, PL15, PL1, PL6, PL14, PL5, PL4, PL13 lors des campagnes de 2018 et 2023 ;
- des dépassements du niveau de bruit autorisé de 60 dB(A) sur plusieurs points de mesure sur la période 22h-7h lors des campagnes de 2018 et 2023 :
 - PL14 : valeur de 60,5 dB(A) mesurée en 2018. L'atelier PS est identifié comme à l'origine du bruit dans le rapport ;
 - PL5 : valeur de 61,5 dB(A) mesurée en 2023. L'atelier PS est identifié comme à l'origine du bruit dans le rapport ;

- PL8 : valeurs mesurées de 63,5 dB(A) en 2018 et 65,5 dB(A) en 2023. L'atelier PE est identifié comme à l'origine du bruit dans le rapport ;
- PL9 : valeurs mesurées de 66,5 dB(A) en 2018 et 66 dB(A) en 2023. L'atelier PE est identifié comme à l'origine du bruit dans le rapport.

L'inspection des installations classées constate, lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026, sur la base des documents présentés par l'exploitant :

Actions mises en œuvre sur l'atelier PE :

- la réalisation d'une campagne de mesures complémentaires du 12 au 14 novembre 2024 par un bureau d'étude en acoustique (rapport du 13 janvier 2025). Les points de mesure en ZER ont été positionnés au niveau des habitations des plaignants. Le rapport conclut à :
 - un dépassement de l'émergence admissible de 4 dB(A) sur l'un des points ZER identifié (PZ1) sur la période 22h-7h (émergence mesurée de 8,0 dB(A)). Ce dépassement constaté en ZER semble provenir des installations de l'atelier PE et notamment du bâtiment homogénéisation ;
 - un dépassement du niveau de bruit autorisé de 60 dB(A) sur l'un des points en limite de propriété ouest sur la période 22h-7h (valeur mesurée de 60,5 dB(A)).
- que l'exploitant a identifié la source des nuisances sonores de l'atelier PE (surdimensionnement et mise à l'air du compresseur C5241 générant un bruit supérieur à 110 dB) et a élaboré un plan d'actions concernant la réduction du bruit du compresseur de la zone homogénéisation de l'atelier PE, sur la base de la présentation "projet P25.TR.110PE" :
 - mise en place d'un nouveau compresseur et protection par un capot insonorisant (bruit estimé à 80 dB) ;
 - mise en service de ce nouveau système d'ici le 30 juin 2026 ;
 - mise en place d'une mesure compensatoire d'utilisation réduite du compresseur C5241 dans l'attente de l'installation du nouveau système (grand arrêt de l'atelier PE prévu entre le 3 mars et 3 mai 2026).

Action mises en œuvre sur l'atelier PS :

- suite à plusieurs plaintes recensées directement par l'exploitant en novembre 2025, l'exploitant a réalisé des campagnes de mesures internes entre le 14 et 18 novembre 2025 afin d'identifier la source des nuisances sonores :
 - plusieurs points spécifiques ont été identifiés : à proximité des installations, à l'entrée de l'atelier et un point plus éloigné des installations en direction des habitations les plus proches.
- que l'exploitant a identifié la source des nuisances sonores de l'atelier PS (silencieux du compresseur K9634-1) et a élaboré un plan d'actions concernant la réduction du bruit, sur la base du logiciel de planification et des photographies présentées par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026 :
 - le passage d'une caméra endoscopique, le 21 novembre 2025, au niveau du silencieux a conclu à la présence de dépôts, d'encrassement et d'obstruction au niveau du silencieux. L'exploitant déclare que le risque d'encrassement des silencieux est lié à la présence de fines dans le procédé et que des filtres sont présents en amont des compresseurs afin de protéger le système. Au regard de la nature des dépôts constatés, cet encrassement semble être lié à une pollution historique du silencieux ;
 - réalisation d'une maintenance du silencieux du compresseur K9634-1 et des filtres en amont entre novembre et décembre 2025 ;

- augmentation de la fréquence de maintenance préventive des filtres en amont des silencieux des compresseurs de l'atelier PS (K9634-1 et K9634-2) tous les 190 jours. Le prochain remplacement des filtres des compresseurs et dépresseurs de l'atelier est programmé le 9 août 2026.
- l'exploitant déclare qu'une maintenance préventive du silencieux du compresseurs K9634-2 est également envisagée sans que celui-ci soit à l'origine de nuisances sonores ;
- les mesures réalisées en interne entre le 14 novembre 2025 et le 6 mars 2026 ne permettent pas d'identifier nettement une diminution des émissions sonores après les travaux de maintenance susmentionnées, sur la base du registre de mesures des campagnes internes présenté par l'exploitant ;
- l'absence de plainte recensée par l'exploitant entre le 17 décembre 2025 et le 10 mars 2026, sur la base du registre interne de plainte présenté par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 10 mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, sous un délai de 4 mois, les justificatifs :

- de la mise en place du nouveau système au niveau de la zone homogénéisation permettant de réduire les nuisances sonores issues de l'atelier PE et de l'efficacité de cette mesure ;
- de l'efficacité du plan d'actions mis en place au niveau de l'atelier PS en ce qui concerne la réduction des émissions sonores.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois